

	OFFRE DE STAGE 2025	
---	--	---

Stage de recherche Profil Master 2 ou Master 1

DROIT



CONTEXTE DU STAGE

Vous occuperez un poste d'assistant de recherche affilié au projet de recherche « *Enfants et écrans : le nouveau défi des scorings jeunesse des médias audiovisuels à l'ère numérique* » ou « **Média-SCORES** » dans le cadre d'un appel à projet exploratoire (APEX) financé par la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse (MSH-T) et soutenu par l'IDETCOM (EA785 (1)) ayant pour objectif d'explorer la complexité inédite des systèmes des scorings ou signalétiques jeunesse des contenus audiovisuels à l'ère de la plateformes numérique, et les nouveaux risques contentieux en résultant notamment en milieu scolaire.

L'objectif est de caractériser et de comprendre les pratiques de scoring jeunesse des plateformes de SVOD étrangères (Netflix, Amazon Prime Video, Disney+, HBO Max etc.) pour les films, séries, animés, télé-réalité etc., plateformes non régulées en France, face aux systèmes classiques de scorings jeunesse en France : visas d'exploitation cinématographique et/ou signalétique jeunesse pilotée par l'ARCOM.

Le but est de pouvoir identifier, *in fine*, les possibles cohérences/incohérences des scorings jeunesse des plateformes de SVOD étrangères non régulées en France mais ciblant le public français, dont les mineurs, dans leur choix de classification, notamment en ce qui concerne l'exposition et les risques pour les populations les plus jeunes, et d'effectuer une analyse comparative et critique avec les classifications jeunesse traditionnelles des opérateurs médiatiques régulés en France (cinéma, médias linéaires et non linéaires).

Conduit par Laurence CALANDRI, Maître de Conférences en Droit public, Habilitée à diriger des Recherches, Directrice du Master Droit des médias et de la communication et Codirectrice du Master Droit du numérique (2), le projet Média-SCORES regroupe 11 experts en France et à l'étranger (Droit, Informatique, Sciences de l'Information et de la Communication, Histoire de l'Art et Esthétique de l'Art, Economie) et des partenaires en lien avec l'objet du projet (acteurs de

l'éducation aux médias, de la protection de l'enfance, de la formation des enseignants, ou du secteur cinématographique).

Ce stage s'inscrit dans une dynamique intersciences, qui se déploiera notamment *via* des interactions étroites avec un/des stagiaires (Licence et/ou Master) en informatique sous la supervision principale de Julien Aligon MCF HDR (IRIT/UTC (3)) et en lien étroit avec l'axe Education et Scorings jeunesse via notamment Laurence Leveneur, MCF HDR En Sciences de l'information et de la communication (IDETCOM/UTC). Le stage pourra conduire à des études de terrain afin de mettre à jour la (mé/mal)connaissance de la cohabitation de systèmes pluriels de scorings jeunesse, auprès des acteurs et publics concernés. Il s'agira de comprendre la réception de ces systèmes de régulation et/ou compliance, et des mécanismes de gouvernance des normes publiques et/ou privées de protection du jeune public dans une ère de nouvelle « guerre des signalétiques » (ex. système de « plaintes »). Le stage conduira à une analyse prospective des évolutions attendues -et/ou souhaitables- du corpus normatif, textuel et jurisprudentiel, dur et/ou souple, national et européen, pour un déploiement opérationnel et efficace notamment à l'adresse des acteurs éducatifs, dans le cadre d'un risque scolaire émergent issu d'un contentieux récent.

DEROULEMENT DU STAGE

Les principales étapes du stage seront les suivantes (en fonction du profil du/de la candidat(e)) :

- Constituer un **état des lieux** des systèmes existants de scorings jeunesse : outre les systèmes classiques en France (cinéma, médias linéaires et non linéaires régulés par l'Arcom), il s'agira d'analyser les systèmes normatifs fondant les scorings des principales plateformes de SVOD étrangères (scorings accessibles gratuitement via des plateformes comme IMDB, ou Cinecheck par exemple). Il conviendra de recenser et d'analyser les données normatives les fondant afin d'accompagner une meilleure compréhension de ces systèmes pluriels de scorings jeunesse, publics et/ou privés, nationaux et/ou étrangers. Sera principalement convoqué le système piloté par NICAM (Pays-Bas) et mobilisé en Belgique (Cinecheck), en lien avec le droit de l'Union européenne, avec une nécessaire mobilisation du droit nord-américain (Etats-Unis, Canada).
- Réaliser un **modèle comparatif** des systèmes de classifications d'âge via un échantillonnage de contenus audiovisuels (films, séries, télé-réalité, animés ... (cf. Rapport ARCOM 2024 (4)) afin de développer des outils de comparaison des données normatives recueillies dans le but d'établir leur (in)cohérence et d'anticiper les risques notamment contentieux liés à la pluralité de scorings jeunesse pour des mêmes contenus audiovisuels (ex. « 1 film, 3 scores » (5)).
- Explorer **les implications juridique de l'usage d'outils algorithmiques et de systèmes d'IA** dans les scorings jeunesse notamment des plateformes de SVOD en interrogeant l'éthique de ces usages avec le corpus normatif en droit des médias (directive SMA en cours de révision, EMFA...), du numérique (RGPD, DSA ...) et de l'IA (AI Act...) avec un regard porté sur les enjeux en droit de la concurrence (doctrine des autorités concurrentielles sur les systèmes de notation des produits et services de consommation)
- **Évaluation des nouveaux risques contentieux** notamment en milieu scolaire : analyse des solutions émergentes en jurisprudence nationale, et exploration de jurisprudences dans les Etats membres de l'Union européenne avec une ouverture sur le droit nord-américain afin d'anticiper les enjeux d'une mobilisation par le juge national (ou par un organisme de traitement des plaintes ex. ARCOM) des différents systèmes de scoring jeunesse en cas de litige

- **Rédaction des résultats et valorisation** auprès des acteurs partenaires notamment via la contribution à la réalisation d'un « Vade-Mecum Média-Scores »

COMPETENCES SOUHAITEES

Le stagiaire réunira plusieurs des compétences suivantes :

- Connaissances expertes du droit des médias et du numérique
- Maîtrise du droit de régulation et de la compliance
- Intérêt soutenu pour les enjeux de protection des mineurs et de santé publique
- Capacités rédactionnelles et communicationnelles
- Sens de l'organisation, travail en équipe
- Maîtrise des ressources numériques
- Maîtrise de l'anglais (C1)
- Une connaissance du milieu scolaire et/ou du secteur de l'enfance serait un atout

L'étudiant pourra être force de proposition tout au long du stage (ex. dynamique avec les promotions de Masters), et pourra suggérer des pistes de recherche (ex. système PEGI) et/ou suggérer des actions à conduire *via* la supervision du porteur et de l'équipe de recherche.

PROFIL DE RECHERCHE

Master en Droit des médias et de la communication ; expertise en Droit du numérique & IA ; connaissance nécessaire en Droit de la régulation et de la compliance ; compétences souhaitées en Droit de la santé publique, en Droit de la concurrence, en Droit de la consommation et en Droit processuel. Une expertise en Droit de la vie scolaire serait un plus.

CONDITIONS DU STAGE

- Durée : entre 3 à 6 mois à partir du mois d'avril 2025
- Rémunération : indemnité mensuelle de stage selon les barèmes en vigueur de la fonction publique
- Lieu **du stage** : : Université Toulouse Capitole/IDETCOM (EA785)
- **Laboratoire**: IDETCOM– EA785
- Matériel : un lieu et des outils de travail seront mis à disposition du stagiaire à l'IDETCOM/UTC

RESPONSABLES DU STAGE

L'encadrement scientifique du stage sera principalement assuré par le porteur du projet Laurence CALANDRI, Maître de conférences en droit public-HDR (Ecole de Droit, IDETCOM, UT Capitole), en lien étroit dans une dynamique intersciences notamment avec Julien ALIGON (MCF HDR, IRIT, UTC) et Laurence LEVENEUR (MCF HDR, IDETCOM, UTC)

POUR POSTULER

Les candidat(e)s intéressé(e)s et motivé(e)s sont priés d'envoyer au plus tôt

-un CV

-leurs relevés de notes (étudiant(e) de Master 1 : relevé du semestre 1 ; étudiant(e) de Master 2 : relevé de l'année du Master 1)

- et une lettre de motivation (1 page max.) relative au sujet.

Ces documents sont à envoyer au format PDF par email à : Laurence.Calandri@ut-capitole.fr; julien.aligon@irit.fr ; LAURENCE.LEVENEUR@IUT-RODEZ.FR

DELAIS

- Date limite de candidature : 24 mars 2024
- Annonce de la sélection : le 31 mars 2024

Références :

[1] <https://idetcom.ut-capitole.fr>

[2] ARCOM, Journée d'études, Troisième édition, organisée en partenariat avec l'École Normale Supérieure Paris-Saclay, 14 novembre 2024 : « *Réflexions croisées autour du contentieux inédit des signalétiques jeunesse : Le problème à trois scores* », Laurence CALANDRI, Université Toulouse Capitole, et Sophie JEHEL, Université Paris 8 : <https://dai.ly/x997atm>

[3] <https://www.irit.fr/-Equipe-SIG->

[4] <https://www.arcom.fr/sites/default/files/2024-11/Arcom-Pratiques-medias-des-mineurs-et-exposition-aux-contenus-inappropriés-etude-qualitative-resultats-détaillés.pdf>

[5] L. CALANDRI, « Le juge administratif face au défi du nouveau contentieux des signalétiques jeunesse : le problème du film à trois scores », Recueil Dalloz - 7 novembre 2024, n°39, 1917-1924.

